



150 M€ d'actions (pour en débattre sur le forum, c'est [ici](#))

La question cruciale des 150 millions d'€ d'actions rachetées par l'entreprise pour les annuler n'est pas à l'ordre du jour de ce CSE

Il nous semble impossible de passer ce sujet sous silence sans explication aucune pour les salariés et leurs représentants, dubitatifs et critiques à l'égard de cette décision unilatérale des actionnaires pour les actionnaires.

D'une part, contre l'intérêt des salariés qui assistent déjà à une baisse régulière de leur niveau de vie, à la fin du mentorat, à la crainte pour leur emploi au vu des ruptures conventionnelles à l'initiative de l'employeur qui se multiplient et aux CRH de plus en plus dégradés au fur et à mesure des années.

Et d'autre part contre les intérêts de l'entreprise qui semble n'avoir tellement plus de projet industriel qu'elle en arrive à dépenser ses réserves de trésorerie pour racheter ses propres actions aux fins de les annuler.

Une entreprise qui a les moyens de faire du rachat d'actions aux fins de les annuler a les moyens d'augmenter ses salariés, c'est l'avis de **Traid-Union**, qui demande à l'entreprise de bien vouloir expliquer ce choix stratégique aux salariés afin qu'ils puissent en mesurer toutes les motivations :

- Quelle est la compensation des salariés à cette dépense au seul profit de l'actionariat de l'entreprise ?
- Quel est l'avenir de notre entreprise qui semble en panne de projet industriel ?
- Quel message l'actionnaire souhaite-t-il adresser à l'ensemble des salariés du groupe ?



Les élus **Traid-Union** ont demandé la présence de M. Pierre Pasquier devant les représentants du personnel afin que les salariés qu'ils représentent puissent comprendre cette décision injuste et anxiogène, et en appréhender toutes les conséquences.

Vos élus **Traid-Union**, toujours à l'écoute de vos attentes, de vos idées, de vos expériences dans des vies professionnelles antérieures, ont souhaité vous donner un moyen supplémentaire de vous exprimer au travers d'un tout nouveau **FORUM** ([ici](#)) qui nous permettra de remonter des propositions et des revendications à la Direction. Le premier thème porte sur votre vie quotidienne au travail (télétravail, locaux, formation, frais...)



Expertise Politique Sociale

L'expertise sur la politique sociale a été présentée aux élus du CSE, mettant de nombreux points en vigilance et proposant des actions :

- La réorganisation et son impact sur les salariés isolés détachés de leur agence,
- Des écarts de salaire de l'ordre de 10 k€/an, postérieurement aux premières années d'ancienneté dans l'entreprise et sur un même bassin,
- La performance individuelle reste le critère déterminant dans les campagnes de CRH. Dans la récente période d'inflation qui a entamé le pouvoir d'achat, le maintien de ce critère fragilise l'attractivité de l'entreprise et la fidélisation des salariés.
- Sur les rémunérations variables, l'objectivité des parts variables attribuées et le pouvoir discrétionnaire des managers dans leur évaluation reste à améliorer,
- Les femmes restent victimes du plafond de verre, du plancher collant et cantonnées dans des fonctions sans réels espoirs de promotion. Les élus demandent à connaître les **objectifs de la direction en matière de recrutements féminins pour les niveaux supérieurs et égaux à 4, 5 et 6.**
- Plusieurs dispositifs existent pour accompagner la fin de carrière mais apparaissent limités au regard des enjeux de maintien des seniors dans l'emploi et de transmission des compétences (retraite progressive, CET, maintien des cotisations...) Nos concurrents semblent proposer mieux que SSG.
- La situation de 1 500 salariés en difficulté sur leur parcours professionnel : Quels sont les **ambitions et les moyens associés dans le cadre du plan Nextgen** à horizon 2028 ?
- L'examen de la situation des emplois classés « sensibles » lors de la communication des travaux du Comité et de l'Observatoire « Emplois et Parcours professionnels » mis en place par l'accord GEPP
- L'amélioration de l'évaluation annuelle des Risques Psycho Sociaux
- Le nombre d'heures supplémentaires déclarées qui reste très faible eu égard au rythme de travail très soutenu de nombreux salariés.
- ...

Nouveaux Représentants de Proximité désignés en séance :

- Marie-Françoise RODRIGUEZ à Bordeaux
- Laurent MOURNIER à Toulouse
- Marie-Louise TAMBY à Nantes-Angers





Economie France

Dans un contexte de ralentissement, avec une diminution de la sous-traitance et une amélioration de l'interchantier, des **contrats** significatifs ont été gagnés (200K€ d'Expertise à la CNAV, 30M€ chez un sous-traitant de Airbus, 2,5M€ d'assistance technique chez Renault Truck, 1,6M€ de MAJ d'outils Oracle chez Thalès, 5M€ pour Dassault, AMOA de 2,7M€ dans le secteur public, 2M€ pour le poste de commandement ARA, 2,2M€ pour l'IA Factory de Crédit Agricole Assurances...) ainsi que des **renouvellements** (800K€ sur 2 ans pour Vinci Autoroutes, 1,5M€ pour la TMA Editique de CGI Finances, 250M€ sur 7 ans pour le ministère des armées, 3,5M€ pour Storengy, 600K€ pour Orange Maroc).

Nous sommes **référéncés** chez Air France.

Des nouveaux contrats aussi pour le **Conseil** (SNCF, Douanes, Airbus).

Le Pipe reste toutefois morose et il faut continuer à aller chercher des projets face à une concurrence prête à casser les prix pour prendre des positions. On note toutefois des enjeux de massification chez certains clients.

Informations Groupe (Cyril Malargé le 25 octobre)

La situation est difficile pour toutes les ESN (cf. warning d'Alten) et durablement. Nous ne risquons pas l'effondrement parce que l'IT est nécessaire pour l'évolution de l'économie, mais 2025 sera plus difficile que 2024.

SSG clarifie son positionnement en ESN vs Editeur « Quand on est Software, on aime notre produit et quand on est Services, on aime notre client. », et rattrape son retard dans les NextGen.

La création du poste de Chief Operations Officer (**Dominique Lapère**) aux côtés de Cyril Malargé a pour but de renforcer l'action de la Direction Générale et de s'assurer que la stratégie à 4/5 ans sera mise en œuvre en France et en Europe.

Un Vertical Services Financiers, piloté par **Grégory Wintrebert**, sous la houlette d'Eric Pasquier, est créé au niveau Groupe pour superviser et coordonner les activités Banque au niveau continental européen, ce qui correspond à la réalité du marché. Emmanuelle Mari conserve la Direction du vertical français avec la charge de le développer.

Du fait de ces 2 nominations, **Hervé Forestier** prend la Direction du Pôle France et **Sébastien Leforestier** devient l'adjoint de Xavier Pecquet à la Direction d'Aéroligne.

Cyril Malargé s'est voulu rassurant sur le sort des **Mentors** qui ne sont pas censés disparaître mais n'interviendraient plus qu'aux moments clefs de la carrière des salariés. La récente réforme a pour but que le processus soit au service des salariés et non l'inverse. Les élus **Traid-Union** seront vigilants pour la mise en musique ([Forum](#))

Adaptation de l'organisation de SRES

Le projet a pour objectif le passage en mode SaaS afin d'y migrer des produits et des services associés.

Des manques ont été pointés sur la conduite du changement : modalités de migration, moyens mis en œuvre, besoins en ressources et formations, les métiers critiques, la gestion des RPS.

L'expertise a aussi mis exergue plusieurs risques :

- Une augmentation de la charge de travail résultante de départs non remplacés,
- Un manque de communication sur la planification des étapes du projet,
- Une pression croissante sur les objectifs,
- L'absence d'analyse des conséquences du développement d'expertises « transverses » sur la santé et les conditions de travail

Si la migration de la plateforme est pertinente, les élus **Traid-Union** ont rappelé que ce projet ne couvre pas toutes les exigences en matière de prévention et ont demandé à la Direction de compléter et détailler ces éléments et d'y adjoindre des indicateurs mensuels.

Les élus **Traid-Union** (CSE et RP) seront vigilants tout au long de ce projet.

Intégration de Galitt au sein de Sopra Steria

Arrimés au Groupe depuis 2017, les salariés de Galitt vont rejoindre le vertical Services Financiers début 2025, ce qui n'est pas sans provoquer parmi eux des inquiétudes quant à leur devenir, appréhendant un « saut dans l'inconnu » pour les administratifs encore plus que pour les productifs.

Les élus **Traid-Union** ont demandé un programme d'accompagnement des salariés (Galitt et SSG) dédié au projet d'intégration, un suivi RH formalisé et détaillé en CSE, une vision complète et exhaustive de la localisation des salariés du Vertical Services Financiers (185 ex-SBS et 302 ex-Galitt) et une invitation permanente des représentants des IRP Galitt dans les instances SSG.

Intégration de InProcess au sein de Sopra Steria

InProcess réalise des missions autour du Design stratégique, Etudes et Business. Ses 17 salariés intégreront la practice Conseil Customer&Value au 1er janvier 2025. Cette intégration vise à augmenter les synergies et faciliter le développement.

Favorables à ce rapprochement, les élus **Traid-Union** ont demandé à la Direction un accompagnement durable de ces salariés aux métiers atypiques et inexistantes à ce jour chez Sopra Steria.